



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de
l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du 4 JAN. 2018

pris au titre du livre V, titre I^{er} du code de l'environnement,
prescrivant à la société GEODIS Road Transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE une surveillance des
eaux souterraines au droit de son installation de stockage de produit agropharmaceutiques au
12, rue de Cherbourg à STRASBOURG.

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier son article L 512-12,
- VU la déclaration (modificative) du 5 mai 2017 du dépôt de substances agropharmaceutiques initialement déclaré le 28 avril 1994,
- VU le rapport du 03 octobre 2017 de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) rendu le 8 novembre 2017,

CONSIDÉRANT que la société GEODIS Road Transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE exploite depuis au moins le 28 avril 1994 un dépôt de produits agropharmaceutiques au 12, rue de Cherbourg à Strasbourg, dans une cellule spécialement aménagée à cet effet dite « cellule n° 5 »,

CONSIDÉRANT que ce dépôt est localisé en amont proche du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable du Polygone,

CONSIDÉRANT la vulnérabilité de la nappe phréatique exploitée pour l'alimentation en eau, résultant du contexte géologique local : alluvions perméables, faible profondeur du toit de la nappe, absence de protection géologique,

CONSIDÉRANT le potentiel polluant très important des produits agropharmaceutiques, dont la tolérance dans les eaux destinées à la consommation humaine est de moins de 0,1 µg/l par substance active (0,5 µg/l pour la somme des substances),

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er

La société GEODIS Road Transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE (l'exploitant) dont le siège social est Savoie Hexapôle à 73420 MERY et l'établissement principal 6, rue du Rheinfeld BP 49 67020 STRASBOURG, réalise une surveillance des eaux souterraines concernant son dépôt de produits agropharmaceutiques localisé au 12, rue de Cherbourg à STRASBOURG dans les conditions définies à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Surveillance des eaux souterraines, modalités, entretien des forages

2.1 L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la nappe phréatique comprenant au minimum un puits de prélèvement (piézomètre) en amont des installations et deux piézomètres en aval des installations. Ce réseau et le programme de surveillance associé doivent permettre :

- de détecter dans les meilleurs délais, compte tenu de la vitesse de transfert et de la proximité du champ captant du Polygone, une pollution résultant d'une fuite de produits agropharmaceutiques,
- de statuer sur une éventuelle pollution historique par les substances entreposées depuis la mise en service de l'installation.

2.2 L'emplacement des piézomètres, les paramètres de contrôle, et les fréquences de contrôle sont déterminés en fonction des substances dangereuses présentes ou ayant été présentes et de la géologie locale, par une étude réalisée par un organisme compétent en hydrogéologie.

Les paramètres à rechercher sont au moins ceux listés dans le tableau suivant :

Paramètre (code CAS)	Code Sandre	Prescription particulière, en fonction du ou des paramètres.
NDPA (621-64-7)	3354	<i>Paramètres historiques à rechercher au cours des deux premières campagnes (hautes eaux, basses eaux). Ne seront retenus ensuite pour la surveillance courante que les paramètres dont la recherche aura été positive. La NDPA n'est à rechercher qu'en cas de détection de trifluraline.</i>
2-chlorotoluène (95-49-8)	1602	
Trifluraline (1582-09-8)	1289	
Hydrocarbures	3319	
Xylènes : o,m,p (1330-20-7)	1293 1294 1497	
AOX	1106	
COT	1325	

Conductivité à 25 °C	1303	
MCPA (94-74-6)	1212	
Fluroxypyr acide (69377-81-7)	1765	
Fluroxypyr meptyl (69377-81-7)	2547	
Haloxypop R méthyl (72619-31-0)	1909	
AMPA (1066-51-9)	1907	
Glyphosate (1071-83-6)	1506	
Linuron (330-55-2)	1209	
Chlortoluron (15545-48-9)	1136	
2,4-D (94-75-7)	1141	
2,4-D ethylhexyl ester (1928-43-4)	6942	
Oxyfluorène (42874-03-3)	1952	
Quinoxifen (124495-18-7)	2028	
Pyroxulam (422556-08-9)	7340	
Florasulame (145701-23-1)	2810	
Penoxsulame (219714-96-2)	6394	
Aminopyralid (150114-71-9)	7580	
Oryzaline (19044-88-3)	1668	
Isoxaben (82558-50-7)	1672	
Metazachlor (67129-08-2)	1670	
Cloquintocet méxyl (99607-70-2)	2018	
Clopyralid (1702-17-6)	1810	
Clopyralid sel de monoéthanolamine (57754-85-5)	5558	
Piclorame (1918-02-1)	1708	
Piclorame, sel de monoéthanolamine (55871-00-6)	sans	
Alkylphénols	6128 6168	

La liste des paramètres de contrôle est adaptée par l'exploitant en fonction de l'évolution au cours du temps de la nature des substances présentes dans le dépôt. L'inspection des installations classées est informée de ces adaptations et de leurs justifications.

La fréquence des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les paramètres et depuis les points déterminés par l'étude ne peut être inférieure à deux campagnes par an, une en période de hautes eaux et une en période de basses eaux.

2.3 Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur prise de connaissance par l'exploitant. Ils sont reportés dans la base GIDAF.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes en vigueur de qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeur-limite ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

2.4 Le premier rapport d'analyse des eaux souterraines accompagné de l'étude de référence est adressé à l'inspection des installations classées dans le délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté

2.6 L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol (BSS), auprès du Service Géologique Régional du BRGM.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau contre tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 3 - PUBLICITÉ

Le présent arrêté est publié et affiché suivant les modalités prévues à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société GEODIS Road Transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE

Article 5 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – SANCTIONS

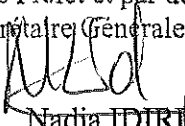
En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'exploitant s'expose aux mesures de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société GEODIS Road Transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée conformément à l'article R. 181-50 au Tribunal Administratif de STRASBOURG :

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent contester la légalité de la décision dans les quatre mois qui suivent le premier jour de sa publication ou de son affichage. A cet effet, ils peuvent saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

